UNE CANDIDATURE ÉCOLOGISTE : POURQUOI ?

En 1974, la candidature de René Dumont a connu un grand retentissement. Pour la première fois, les problèmes d'environnement étaient présentés à l'opinion dans toute leur ampleur.

Les écologistes présente à nouveau un candidat aux élections présidentielles : Brice Lalonde.

Il ne s'agit plus seulement de témoigner de l'importance de la protection de notre patrimoine naturel, de nos ressources. La plupart de nos concitoyens sont à présent convaincus de l'intérêt de cette préoccupation.

L'intervention politique des écologistes revêt une triple signification :

— Poursuivre l'action dans le domaine de la protection et de la mise en valeur du milieu naturel. Malgré les discours officiels et quelques progrès localisés, la pollution de l'eau et de l'air s'aggrave, le niveau de bruit n'est pas prêt de s'estomper, et un millier d'hectares de terres agricoles disparaît chaque semaine. L'amélioration du cadre de vie nécessite un effort accru et de longue haleine.

— Donner aux citoyens le sens de leurs responsabilités, c'est-à-dire le pouvoir de les exercer. Derrière l'« état providence » se cache une dégradation de la notion de citoyen, mais aussi la perte d'autonomie des personnes et des collectivités locales face à un pouvoir central omniprésent.

— Renouveler le débat politique, par trop confisqué par le clan des grands partis, qui règlent leurs comptes et se partagent le gâteau bien loin des soucis quotidiens des Français.

Ce sont donc bien des problèmes de société que Brice Lalonde et les écologistes veulent traiter au cours de cette campagne électorale.

Leur programme s'articule autour de cinq grands axes.



Brice Lalonde, candidat des écologistes aux élections présidentielles d'avril 1981.

LES CINQ GRANDS AXES DU PROGRAMME DES ÉCOLOGISTES

PROTEGER LA VIE

Il s'agit d'un domaine où l'action des écologistes est fréquente et reconnue, et où leur attitude restera extrêmement ferme. Les relations avec la nature sont au premier plan de leurs préoccupations. Les chiffres du ministère de l'Environnement sont inquiétants : ils prévoient la disparition dans les prochaines années de 30 à 40 % des espèces animales et végétales. La mer et ses richesses se dégradent : les parcs naturels et les réserves sont découpés en fonction des projets immobiliers et restent menacés. D'autres études officielles montrent qu'un renforcement sévère des normes de bruit est insuffisant pour réduire cette nuisance : il ne s'agit plus d'un problème technique, mais d'une question de société.

Les récentes lois ont pu apporter un espoir, mais à la pratique il faut bien constater que la pression des associations de protection de la nature est la meilleure garantie d'efficacité pour la conservation du patrimoine. Faciliter leur mission, démocratiser les procédures d'enquêtes publiques et assurer la publicité effective des projets qui affectent le milieu, assurer un effort réel de formation de techniciens et d'information du public, doter l'environnement d'un ministère fort et indépendant chargé de la protection et de la valorisation des ressources naturelles, voilà quelques mesures susceptibles d'améliorer la situation.

Les menaces sur le milieu naturel, ce sont en particulier les 50 000 hectares de terres agricoles qui disparaissent chaque année (1 000 ha par semaine !) sous le goudron et le béton. L'agriculture est trop souvent considérée comme la cinquième roue du carrosse. Les prix payés au producteur, arbitrairement fixés, baissent continuellement, ce qui oblige les agriculteurs à intensifier et à s'agrandir en permanence. Exode rural, dépendance de l'agriculture vis-à-vis de l'industrie, et finalement baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs, en sont la conséquence. Les écologistes souhaitent une agriculture diversifiée, plus autonome pour ses moyens de production, assurant une vie décente aux cultivateurs et le renforcement des économies locales par une valorisation sur place des productions et une refonte des circuits de distribution.

La vie, c'est aussi notre santé. Paradoxalement, la plupart des gens ne s'intéressent à elle que lorsqu'ils la sentent menacée. Et alors, ils exigent tout de la collectivité et de la médecine : c'est « le droit à la santé ». Avec la complicité d'une partie du corps médical, les Français ont abandonné leur responsabilité sur leur propre corps, et s'en remettent de plus en plus à des spécialistes. Les écologistes veulent renverser cette tendance en privilégiant l'hygiène de vie et la prévention, et en permettant aux usagers d'intervenir dans la gestion des caisses de Sécurité Sociale.

Dans le domaine de la protection de la vie, les écologistes placent aussi le refus de l'industrie nucléaire qui est une question plus vitale que simplement technique ou technicienne. Et pour illustrer le caractère parfaitement réaliste de ce refus, ils ont établi un programme énergétique complet, chiffré. Cette étude montre qu'en privilégiant les économies d'énergie, il est possible de réduire les besoins tout en améliorant les conditions de vie des Français. L'époque de l'énergie « pas chère » a favorisé une croissance très vive dans notre pays, mais sans gestion rationnelle de l'énergie. Bien avant les premières crises pétrolières, les écologistes ont souligné l'importance des problèmes énergétiques. Dans ce domaine, le progrès n'est pas l'accroisement de la production, mais l'utilisation optimale de nos ressources.

BRISER LA SOLITUDE

Un Français sur deux est « banlieusard ». La rapide transformation de notre pays a entraîné la rupture d'une multitude de liens de solidarité entre les hommes. Toute la population est encadrée, enrégimentée, dispersée et émiettée dans les grandes villes, alors que presque toutes les structures de communication et de relations ont été fondées sur une France rurale. La majorité de nos contemporains souffrent terriblement de cette situation... les familles ne peuvent plus se réunir, nous n'avons plus le temps, on ne peut plus voir ses enfants. La durée du travail ne régresse pas malgré un chômage de plus en plus alarmant, le temps passé dans les transports reste considérable malgré les sommes fabuleuses investies en équipements routiers et autre Concorde ; le progrès technique, loin de libérer du temps, lui impose des contraintes : rentabilité des investissements et organisation du travail obligent !

L'organisation de l'espace, fonctionnalisé par les urbanistes, n'est pas plus satisfaisant. Finie la marelle sur le trottoir. Le bruit et la circulation ont chassé de la rue les enfants comme leurs grands aînés, qui, il n'y a pas bien longtemps, s'installaient sur leur chaise au soleil, devant leur porte. Les villes se sont transformées rapidement sans que la population ait pu réellement intervenir. Les procédures d'urbanisme sont incompréhensibles du plus grand nombre quand elles ne sont pas totalement secrètes. Un effort considérable d'information du public, d'ouverture des dossiers aux citoyens, de débat approfondi sur l'évolution du cadre de vie doit être mis en œuvre. Le développement de techniques sophistiquées de communication a, paradoxalement, réduit les informations échangées directement et l'observation de son environnement immédiat. La télévision fait découvrir le monde mais bien souvent accapare les esprits... et l'argent dont d'autres médias auraient bien besoin. Le développement des

télécommunications, des banques de données accessibles au téléphone constituent des progrès possibles mais aussi des menaces pour la presse locale et la démocratie. L'effort doit aujourd'hui favoriser l'information sur la vie quotidienne, sur les événements et les choses sur lesquels chaque citoyen peut intervenir.

Pareillement, l'école est bien loin de la vie. Enfermée dans sa tour d'ivoire, elle reste à l'écart de la vie de la cité et du monde du travail. La crise larvée qu'elle connaît tient à ce décalage de plus en plus manifeste. Pour tenir, face à la télévision et aux sollicitations de toute nature dont les enfants sont l'objet, l'école s'enferme dans ses abstractions et bloque les initiatives des élèves. Une école en perpétuelle évolution, ouverte aux transformations du monde qui l'entoure et aux désirs de connaissance et d'expériences des enfants ne demanderait pas forcément plus de moyens, mais surtout l'acceptation d'un changement du rôle de l'école : valoriser la personnalité de chaque enfant et sa soif naturelle de connaissance, et non le préparer à accepter la bureaucratie adulte.

A la seule dynamique économique, les écologistes veulent substituer la notion de respect de l'homme aux échanges mutuels, à l'initiative, à l'expérimentation sociale.

DOMESTIQUER L'ECONOMIE

Cela veut dire non seulement contrôler son développement mais aussi la faire « rentrer à la maison ». Quand ils parlent d'économie, les écologistes voient leur intuition première confirmée tous les jours par les chiffres : le système de production qu'on appelle « industriel » est condamné : il était fondé sur un certain nombre de conditions qui ne sont plus réunies aujourd'hui. Il était fondé sur l'idée que ce système pourrait s'étendre à l'infini. Il était fondé sur l'exploitation du Tiers-Monde : le Tiers-Monde refuse de se faire exploiter et il a bien raison. Il était fondé aussi sur l'idée d'un prélèvement grandissant sur la nature. La nature elle-même n'est pas inépuisable et l'on ne saurait fonder une économie sur la destruction systématique de la nature. Et puis au-delà, il reposait aussi sur l'idée que l'on pouvait triturer la population, transformer les gens, la compétence de chacun, la virtuosité de chacun en une force de travail interchangeable : le système des O.S. Cette orientation du travail et de la production était fondée sur l'homogénéisation de la consommation. Cela signifie qu'il existe un marché de plus en plus grand, international et que l'on considère que tout le monde va vivre et consommer de la même manière.

Ces conditions ne sont plus maintenant réunies. Ce système est de plus en plus contre-productif, de plus en plus destructeur et il se caractérise par un chômage grandissant. Cette question du chômage est évidemment au centre de toutes les préoccupations. Si le système continuait à être organisé de la manière dont il est organisé il faudrait créer 600 000 emplois nouveaux tous les ans. Or au meilleur temps de la croissance en France, lorsque le pétrole était presque gratuit, l'économie française n'a pu créer que 300 000 emplois par an. Toutes les forces politiques qui réclament des solutions industrielles à la crise ne font que la précipiter. Pour changer l'économie, il faut adopter quatre priorités :

— D'abord consommer mieux et ne pas produire davantage. La lutte contre le gaspillage — affichage de la durée de vie des produits, réparabilité des produits — est au premier plan de cette préoccupation, avec les actions tendant à favoriser qualité et diversité, et le renforcement des pouvoirs des consommateurs : multiplication des laboratoires de contrôle, aide au lancement de coopératives de consommation, contrôle et analyse critique de la publicité.

— Deuxième direction : produire pour soi. Il faut développer, choisir les techniques qui permettent à chacun de produire pour soi et qui ne lient pas automatiquement le niveau de vie aux revenus. Cet aspect de l'économie est trop souvent négligé.

— Essentiel, le partage de l'emploi et des tâches : des tâches domestiques autant que de l'emploi. Le coût économique, mais aussi social et humain, du chômage, est très élevé. Une forte réduction de la durée du travail, avec maintien des salaires pour les plus basses rémunérations uniquement, est seule susceptible de résoudre à court terme le problème de l'emploi, sachant que le temps de loisir ainsi gagné représente un « pouvoir de vivre » au moins aussi important que la perte du « pouvoir d'achat ».

— Enfin, choisir le progrès. Parmi toutes les solutions ou les choix technologiques, les écologistes seront très attentifs à choisir des techniques qui permettent d'améliorer la situation, la productivité aussi mais pas au détriment de l'amélioration générale du cadre de vie, du respect de la nature. Les choix techniques les plus importants sont souvent pris par quelques experts qui ont su convaincre des responsables politiques. Les écologistes souhaitent que le débat public sur ces nouvelles techniques (hier le nucléaire, aujourd'hui les biotechniques par exemple) soit très large, ouvert avant que de lourds investissements n'aient rendu certains droits obligatoires, et sanctionné par le vote de la population.

DEVELOPPER LA SOLIDARITE MONDIALE

Cela signifie d'abord une Europe des régions plus réelle, une Europe des régions qui ne se confonde pas avec le Marché Commun. Ce sont des relations nouvelles avec le Tiers-Monde, qui obligeront à concevoir une autre diplomatie, qui ne soit pas simplement fondée sur des Etats mais qui prenne en compte l'action d'associations internationales. Le Tiers-Monde est l'enjeu le plus important de la rivalité Est-Ouest et la politique de défense passe par un soutien au développement dans ces pays. Plutôt qu'une aide alimentaire ou que l'exportation de modèles culturels ou économiques, ce soutien consiste en la stabilisation des cours et la réduction de l'importation de produits agricoles à la fois sous-payés et issus des meilleures terres de ces pays.

Quant à la défense sur notre territoire, elle revient en premier à réduire sa vulnérabilité. Au lieu de cela, la concentration des lieux de prise de décision et de production d'énergie, la spécialisation des régions, les choix technologiques nécessitant des mesures de sécurité toujours plus sophistiquées font de notre pays la proie rêvée de commandos. C'est dans l'organisation à la base de la société et de l'économie que se situe la politique de défense. Les écologistes souhaitent que le débat dans l'opinion parte de cette réalité, et non d'une force de frappe, admise des grands partis mais largement refusée par la population, ainsi qu'en attestent les sondages.

BORNER L'ETAT

Figées dans un monde en évolution, les institutions politiques sont devenues inadaptées. L'action des groupes de pression et des media, la puissance des moyens de transformation de la société, la généralisation des banques de données apportent au pouvoir exécutif une responsabilité excessive : en un siècle, l'importance et la gravité des choix politiques ont considérablement augmenté, sans que s'accroissent en même temps les possibilités de contrôle des citoyens. Résultats : ceux-ci se désintéressent de plus en plus de la politique, de ses enjeux. La démocratie elle-même en souffre. Des réformes profondes, équilibrant les différents pouvoirs et ouvrant aux citoyens des possibilités d'intervention dans les décisions (auditions publiques, référendums, etc.), renversant la tendance à la concentration des pouvoirs entre les mains du président de la République, sont nécessaires. C'est une véritable VI[e] République qu'il faut ainsi constituer, fondée sur des collectivités locales disposant de moyens à la hauteur de leurs responsabilités, des régions dynamisées et des collectivités capables de prendre en charge des services publics négligés du secteur marchand comme des administrations.

L'Etat minimum, c'est la distribution du pouvoir et des responsabilités aussi près que possible des personnes concernées. Les droits de l'homme constituent enfin une préoccupation fondamentale des écologistes : une police préventive fondée sur la qualité et la formation des hommes qui la composent, intégrée au tissu social où elle travaille et non concentrée en unités d'intervention ; une justice qui cherche la réinsertion sociale des délinquants au lieu de les enfoncer par l'intermédiaire d'un système pénitentiaire inadapté ; la ratification sans réserve des traités et conventions internationaux sur les droits de l'homme : autant d'orientations importantes pour les écologistes.

***

Gestion des ressources naturelles, rôle du citoyen, dignité du débat politique : tels sont les enjeux que les écologistes veulent souligner à l'occasion de cette campagne électorale.

Les écologistes veulent ainsi amplifier une démarche qu'ils ont entreprise il y a maintenant plus de dix ans, indépendamment des partis politiques (au second tour, il n'y aura aucune consigne de vote de la part du candidat écologiste : chaque citoyen se déterminera selon ses propres critères de choix). Cette campagne s'inscrit dans un combat auquel nous appelons tous ceux qui refusent la liste spectacle qui nous est proposée pour tout débat politique. Ce combat ne fait que commencer. Les écologistes sont là pour longtemps.

***

Ce texte est un condensé de l'ensemble des propositions concrètes des écologistes, qu'ils ont rassemblées à l'occasion de la candidature de Brice Lalonde sous la forme d'un petit livre « programme » : « LE POUVOIR DE VIVRE ».

Paru aux éditions de la Surienne, reconnaissable au dessin de Folon, sur la couverture, d'un homme papillon, ce livre est disponible dans toutes les librairies qui diffusent également de la presse, et également à un prix concurrentiel de 20 F au siège du Comité de soutien à Brice Lalonde, « *Aujourd'hui l'Ecologie* », *72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris*. (Tél. : 523. 44.44.)

POUR RECEVOIR « *LE POUVOIR DE VIVRE* », IL SUFFIT D'ADRESSER UN CHEQUE DE 20 F A « AUJOURD'HUI L'ECOLOGIE », EN MENTIONNANT VOS NOMS ET ADRESSES.

AUJOURD'HUI L'ECOLOGIE, 72, RUE DU CHATEAU-D'EAU, 75010 PARIS

1 F.